

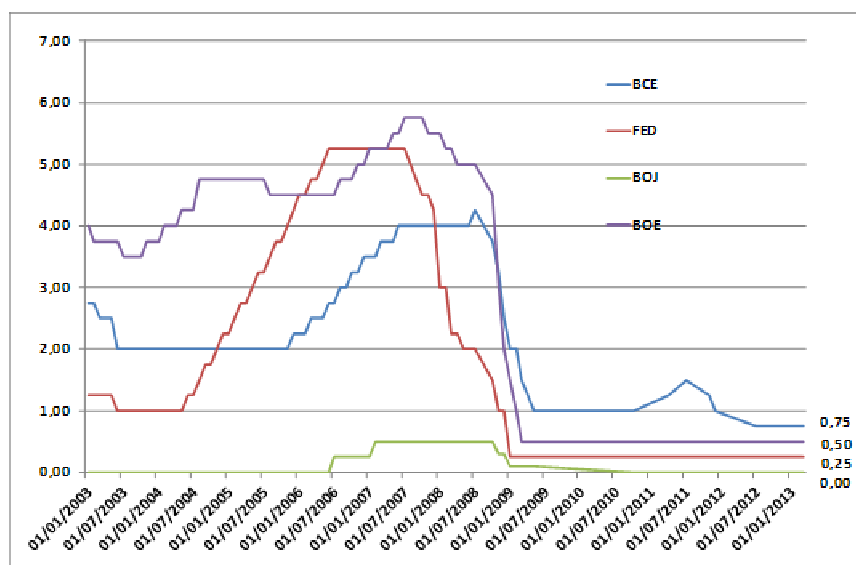
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

Lors de sa réunion du 7 mars 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse que « Les données disponibles continuent d'indiquer que la faiblesse de l'activité dans la zone euro s'est poursuivie en début d'année, tout en confirmant globalement les signes d'une stabilisation d'un certain nombre d'indicateurs, à des niveaux faibles toutefois. Dans le même temps, le nécessaire processus d'ajustement des bilans dans les secteurs public et privé continuera de peser sur l'économie. Une reprise progressive de l'activité devrait intervenir plus tard en 2013, à la faveur d'un raffermissement de la demande mondiale et de l'orientation accommodante de notre politique monétaire ». Le Président de la BCE a précisé que les projections macroéconomiques de croissance de mars 2013 ont été revues légèrement à la baisse par rapport à celles de décembre 2012. Les services de la BCE « prévoient une croissance annuelle moyenne du PIB en volume comprise entre -0,9 % et -0,1 % en 2013 et entre 0,0 % et 2,0 % en 2014 et une hausse annuelle de l'indice des prix comprise entre 1,2 % et 2,0 % pour 2013 et entre 0,6 % et 2,0 % pour 2014 ».

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'élève à 3 169 300 fin janvier 2013, en hausse de 1,4 % sur un mois en données CVS-CJO (+43 900 personnes). Sur un an, il augmente de 10,7 %. Cette hausse est en partie liée aux modifications des règles de gestion des radiations administratives. En l'absence de mise en œuvre de cette réforme le nombre de demandeurs d'emploi s'établirait à 3 148 200 en hausse de 0,7 % par rapport à fin décembre 2013 (+22 800 personnes).

Progression du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'établit à 11,9 % en janvier 2013 après 11,8 % en décembre 2012. Il était de 10,8 % en janvier 2012. Les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,9 %), en Allemagne et au Luxembourg (tous deux à 5,3 %) et aux Pays-Bas (6,0 %) et les plus élevés en Grèce (27,0 % en novembre 2012), en Espagne (26,2 %) et au Portugal (17,6 %).

Inflation

Recul des prix en France au mois de janvier

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France baisse de 0,5 % en janvier 2012 et croît de 1,1 % sur un an. L'inflation sous-jacente s'élève à 0,8 % en glissement annuel. Le recul des prix au mois de janvier s'explique principalement par la baisse des prix des produits manufacturés en lien avec les soldes d'hiver.

Poursuite de la baisse de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 1,8 % en février 2013 par Eurostat, en baisse de 0,2 point par rapport à janvier. Les prix de l'énergie progresseraient le plus fortement suivis par ceux de l'alimentation, des boissons alcoolisées et du tabac.

PIB

Contraction du PIB en France au 4^e trimestre 2012

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE, le PIB français en volume se replie de 0,3 % au quatrième trimestre 2012 après +0,1 % au troisième trimestre. La croissance est nulle sur l'ensemble de l'année, après +1,7 % en 2011.

Recul du PIB de la zone euro

Le PIB de la zone euro se contracte de 0,6 % au quatrième trimestre 2012 par rapport au troisième trimestre, selon les estimations d'Eurostat (après -0,1 % au trimestre précédent). Par rapport à la même période en 2011, le PIB corrigé des variations saisonnières recule de 0,9 %.

Actualités législatives

Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires

<http://www.assemblee-nationale.fr/14/ta/ta0087.asp>

L'Assemblée nationale a, le 19 février 2013, adopté le projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires. Ce texte sera ensuite examiné par le Sénat à partir du 20 mars 2013.

Ce projet de loi vise tout d'abord à séparer au sein des banques les activités utiles au financement de l'économie des activités spéculatives qui devront être cantonnées dans des filiales, de façon à protéger les dépôts de la clientèle. Il comporte des mesures de renforcement de la surveillance des activités de marché. Enfin, certaines activités ou produits seront purement et simplement interdits.

Le texte comporte par ailleurs des dispositions relatives à la mise en place d'un régime de résolution des crises bancaires, avec le renforcement des pouvoirs et des attributions de l'Autorité des contrôle prudentiel qui devient également une autorité de résolution des crises bancaires, et l'extension du rôle du fonds de garantie des dépôts.

Le texte comporte enfin des mesures de protection des consommateurs en matière bancaire (plafonnement des commissions d'intervention, « accessibilité » et « inclusion » bancaire, mesures d'amélioration et de simplification des procédures de surendettement) et assurantielle (assurance des emprunteurs et égalité Homme/Femme).

Décret n° 2013-174 du 27 février 2013 portant relèvement du plafond du livret A en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna

A l'instar de la métropole et des DOM, le plafond du livret A est portée à 22 950 euros à compter du 1^{er} mars 2013 en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?sessionId=?cidTexte=JORFTEXT000027114814&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id>

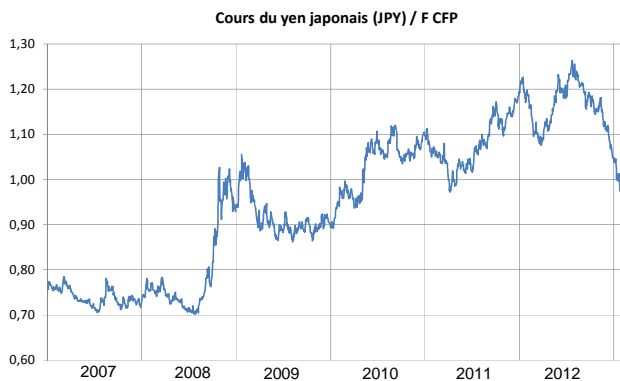
Décret n° 2013-183 du 28 février 2013 relatif aux obligations de vigilance en matière de services de paiement en ligne pour la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme(<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027123150>)

Ce décret prévoit qu'un établissement de crédit ou un établissement de paiement qui fournit un service de paiement en ligne dispose de la possibilité de ne pas procéder à la vérification de l'identité de son client en relation d'affaires. La mise en œuvre de cette mesure de vigilance simplifiée nécessite qu'un certain nombre de conditions soient réunies (nature des services de paiement visés, exigences d'origine et de destination des fonds, plafonds de montant par opération et d'opérations cumulées).

2 – Actualité régionale

Embellie de l'économie japonaise sur fond de déflation

Le comité de politique monétaire de la Banque centrale du Japon (BoJ) a décidé le 7 mars 2013 de laisser inchangé son principal taux directeur. La BoJ dont l'objectif d'inflation annuel est de 2 %, a maintenu son taux directeur au jour le jour dans la fourchette de 0 à 0,1 %. Haruhiko Kuroda, prochain gouverneur de la BoJ, prendra ses fonctions le 20 mars. D'après le ministère des Affaires intérieures la déflation aurait perduré en janvier. Les prix (hors produits périssables) ont de nouveau baissé de 0,2 % sur un an en liaison avec la forte concurrence entre fabricants notamment dans le secteur de l'électroménager et l'électronique dont le prix de certains produits baisse sensiblement sur un an : réfrigérateurs (-23,4 %), climatiseurs (-30,2 %) ou caméscopes (-46,1 %). En conséquence, les perspectives de profits des firmes nippones s'amenuisent tout comme leurs dépenses en biens d'équipement (-8,7 % sur la même période). Si l'investissement privé montre des signes de faiblesse, l'investissement public a en revanche continué de progresser et la production industrielle a cessé de se contracter. On constate également une amélioration de la consommation des ménages (+2,4 % sur un an) en liaison avec le meilleur moral des familles stimulé par le vote du plan de relance destiné à financer notamment les travaux publics.



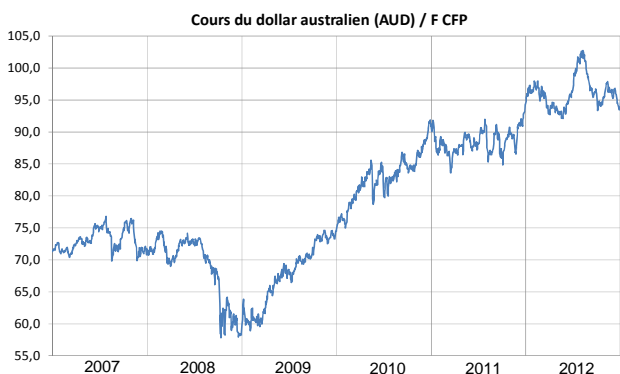
Essoufflement de la reprise en Chine

En février l'indice PMI des directeurs d'achat, qui mesure la production manufacturière, s'établit à 50,1 (après 50,4 en janvier) soit son niveau le plus bas depuis cinq mois. Or il indique une contraction de l'activité en dessous de 50. Selon certains analystes ce chiffre serait la marque que la relance par les dépenses dans les infrastructures ne s'est pas étendue au reste de l'économie chinoise. Les investissements directs en Chine se contractent de 7,3 % en janvier (après -4,5 % en décembre 2012) et n'ont cessé de baisser depuis juin 2012 notamment dans les services et l'immobilier. Par ailleurs, certains indicateurs apparaissent en dessous des attentes des marchés. C'est le cas de la production industrielle chinoise et des ventes au détail qui ont progressé respectivement de 9,9 % et de 12,3 % sur un an en février. Enfin, le taux d'inflation annuel a atteint 3,2 % en février, un plus haut de dix mois.



Australie : remarquable croissance en 2012

Cas unique parmi les pays riches, l'Australie a enregistré fin 2012 sa 21^e année de croissance consécutive, avec 3,1 % sur l'année (+0,6 % au 4^e trimestre par rapport au précédent), contre 1,9 % en 2011. Le dynamisme observé résulte notamment de la forte demande en minerais (fer, charbon, or) provenant de la Chine, son premier partenaire commercial, qui absorbe 29 % des exportations, selon les données du FMI. Cependant la Banque centrale australienne anticipe un ralentissement des exportations. Elle a maintenu son taux directeur à 3 %, le 5 mars.



Nouvelle-Zélande : baisse du nombre de touristes

En 2012, le nombre de touristes visitant la Nouvelle-Zélande a diminué (-1,4 %) pour la première fois depuis 2009, atteignant 2,56 millions de voyageurs. Les touristes en provenance de toutes les destinations ont été moins nombreux, excepté pour l'Australie (-0,1 %) et l'Asie en général (+11,1 %). Le ralentissement du tourisme s'explique par des coûts d'approche élevés en raison de la distance importante avec les pays d'origine des visiteurs, mais également par l'appréciation du dollar néo-zélandais. Le gouverneur de la Banque centrale a annoncé, le 20 février, qu'il jugeait la devise significativement surévaluée par rapport aux fondamentaux économiques du pays. La Banque Centrale a décidé, le 31 janvier, de laisser son taux directeur inchangé à 2,5 %.



3 – Brèves économiques locales

Elargissement du Fonds de garantie de la Province Sud

Une nouvelle convention a été signée le 20 février entre le Fonds de garantie de la Province Sud, les établissements de crédit et l'AFD. Le Fonds est désormais structuré en quatre sections : économie générale, tourisme, innovation et développement durable, agriculture-sylviculture-pêche-aquaculture. La quotité maximale garantie est maintenue à 80 %, mais les plafonds de garantie ont été revus à la hausse.

Fonds de coopération économique pour le Pacifique

Le Comité directeur du Fonds de coopération économique, sociale et culturelle pour le Pacifique s'est réuni le 14 février à Papeete. La Nouvelle-Calédonie y soutiendra 18 projets en 2013 pour un montant de 46,7 millions de F CFP. Les principaux projets concernent la création d'une chambre d'agriculture au Vanuatu (10 millions de F CFP), une aide à la mobilité des étudiants dans le Pacifique (4 millions) ainsi que la formation de formateurs dans le secteur de la mécanique automobile aux îles Fidji (3,8 millions). Après deux années de gouvernance polynésienne, la Nouvelle-Calédonie reprend cette année la présidence du Comité, pour une durée de deux ans.

Inauguration de l'usine BlueScope Steel à Koné

La deuxième unité de fabrication de la filiale calédonienne du groupe BlueScope Steel a été inaugurée le 20 février à Koné, en Province Nord. Cette usine, qui représente un investissement de 650 millions de F CFP, emploie 15 personnes. Elle approvisionnera les entreprises du nord, avec des produits en acier (tôles, profilés métalliques pour charpente, ...), en réduisant les délais de livraison. Les objectifs de production de l'usine portent sur 50 à 100 tonnes d'acier par mois d'ici 5 ans.

Début de production prévu mi-mars pour l'usine du Nord

Le four de la première ligne de production de l'usine KNS à Vavouta a commencé sa phase de chauffe le 29 janvier. La première coulée devrait s'effectuer mi-mars. L'objectif de production pour cette année est fixé à 17 000 tonnes de nickel. La mise en route, au quatrième trimestre 2013, de la deuxième ligne de production doit permettre d'atteindre une production de 60 000 tonnes de nickel en 2014.

Résultats 2012 d'ERAMET en baisse

Le résultat net du groupe ERAMET a baissé de 95 % sur l'exercice 2012, pour s'établir à 8 millions d'euros. Les niveaux de prix particulièrement bas ont entraîné la chute du résultat opérationnel de la branche ERAMET Nickel, qui a atteint -40 M€ sur l'ensemble de l'année. Ce résultat traduit principalement la baisse des cours au LME (-23 % en moyenne en 2012), mais aussi l'augmentation du coût du fuel par rapport à l'année 2011, où il avait bénéficié de mécanismes de couverture favorables.

Prise de fonction du nouveau Haut-commissaire

Le nouveau Haut-commissaire, Jean-Jacques Brot, est arrivé sur le territoire le 26 février et a pris ses fonctions le lendemain. Après la présentation des corps constitués le 27 février, le Haut-commissaire a été reçu par le Sénat coutumier.

Visite du vice-ministre japonais des affaires étrangères

Le vice-ministre parlementaire japonais des Affaires étrangères, M. Minoru Kiuchi, s'est rendu en Nouvelle-Calédonie le 23 février. Le diplomate a rencontré le président du gouvernement, ainsi que des représentants du Haut-commissariat et des armées. Ce voyage fait suite aux échanges, désormais réguliers, entre le territoire et le Japon et s'inscrit dans la perspective d'une prochaine rencontre entre le Président de la République et le Premier Ministre du Japon.

Freda déclaré accident climatique exceptionnel

Le 19 février, le gouvernement a reconnu le statut d'« accident climatique exceptionnel » pour la dépression tropicale Freda et a déclaré sinistrées vingt-neuf communes. Le montant total des indemnisations atteint 187,9 millions de F CFP, versés par la Caisse d'assurances mutuelles agricoles aux 540 sociétaires sinistrés.

Le SMG augmente le 1^{er} mars

Le SMG horaire est porté à 899,32 F CFP à compter du 1^{er} mars (+0,56 %), soit 151 985 F CFP brut par mois. Le SMAG est revalorisé quant à lui à 764,43 F CFP, soit 129 189 F CFP par mois. Ces augmentations sont liées à la hausse de prix constatée en janvier 2013.

Publication

L'IEOM a publié la note expresse n° 86, « Tendances conjoncturelles au 4^e trimestre 2012 », ainsi que ses annexes statistiques. Ces documents sont disponibles en téléchargement gratuit :

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne86_tendances_tendances_conjoncturelles_4t2012_nc.pdf

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		févr.-13	104,7	-0,2%	1,9%
Nombre de demandeurs d'emploi		janv.-13	6 410	31,5%	-5,4%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	déc.-12	13 503	52,8%	-5,6%
	cumulées	déc.-12	122 557	-	-14,0%
Importations	mensuelles	déc.-12	21 326	-24,9%	-16,6%
	cumulées	déc.-12	301 352	-	-4,8%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		févr.-13	8,04	1,5%	-13,4%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		févr.-13	719	1,2%	-14,0%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	déc.-12	644	52,7%	32,8%
	cumulées	déc.-12	4 652	-	5,0%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	déc.-12	6 797	46,7%	-7,5%
	cumulées	déc.-12	62 575	-	2,3%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	déc.-12	12 318	14,6%	-1,2%
	cumulés	déc.-12	112 204	-	0,3%
• Nuitées	mensuels	nov.-12	56 295	3,1%	-6,9%
	cumulés	nov.-12	576 246	-	-4,0%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		nov.-12	69%	+2,7 pts	+1,1 pt
• Croisiéristes		sept.-12	193 116	-	12,1%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	janv.-13	8 131	-12,7%	-23,3%
	cumulées	janv.-13	8 131	-	-23,3%
• Index BT 21 (p)		déc.-12	146,88	0,0%	5,4%
• IRL (p)		déc.-12	117,60	0,3%	3,2%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	déc.-12	0	-	-
	cumulées	déc.-12	817	-	15,4%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	déc.-12	0	-	-
	cumulées	déc.-12	1 145	-	13,0%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	janv.-13	588	36,1%	1,9%
	cumulées	janv.-13	588	-	1,9%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	janv.-11	janv.-12	janv.-13	var 12/11	var 13/12
Circulation fiduciaire	14 191	15 070	16 206	6,2%	7,5%
Dépôts à vue	238 138	246 368	253 310	3,5%	2,8%
Total M1	252 329	261 438	269 516	3,6%	3,1%
M2-M1	94 756	100 252	106 978	5,8%	6,7%
Total M3	523 265	533 042	596 082	1,9%	11,8%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	déc.-10	déc.-11	déc.-12	var 11/10	var 12/11
Entreprises	409 560	426 094	456 762	4,0%	7,2%
Ménages	362 904	390 944	403 923	7,7%	3,3%
Collectivités locales	48 478	56 975	60 060	17,5%	5,4%
Autres agents de CCB non ventilés	13 941	15 438	16 069	10,7%	4,1%
Total encours sain	828 571	889 450	936 813	7,3%	5,3%
Créances douteuses brutes	16 545	18 138	19 022	9,6%	4,9%
Total encours brut	845 116	907 589	955 835	7,4%	5,3%

Interdits bancaires

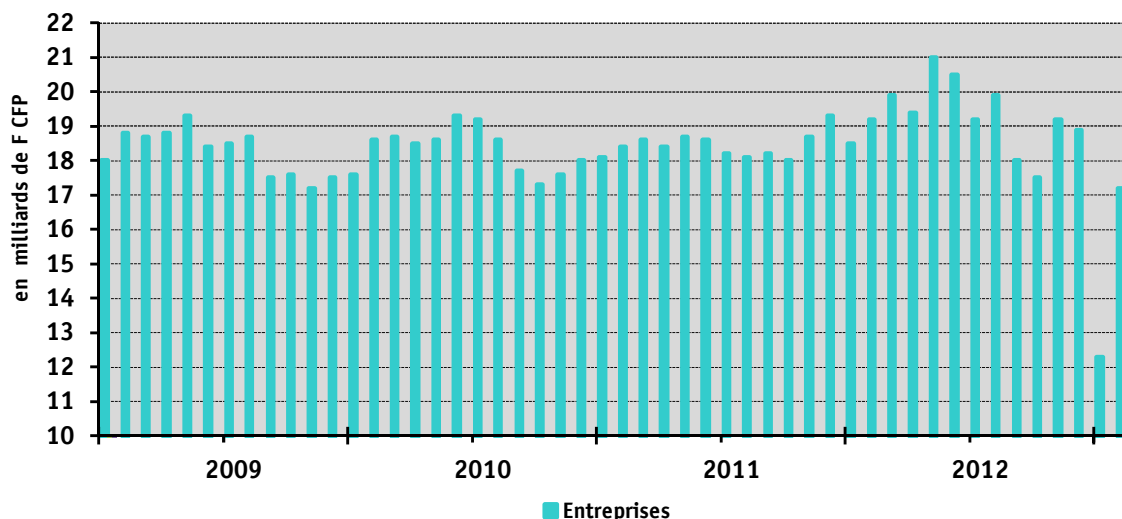
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Interdits bancaires	stock	févr.-13	7 577	1,3%	12,2%
	dont personnes physiques	févr.-13	6 754	1,3%	12,4%
	dont personnes morales	févr.-13	823	1,6%	10,8%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
	Cotes valides	févr.-13	15 470	0,2%	7,2%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	févr.-13	5 161	5,9%	15,7%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	févr.-13	17,2	39,5%	-10,7%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	Var .
Indice des prix à la consommation	févr	102,72	104,66	1,9%
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	mars	53 453	56 523	5,7%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	mars	47 233	50 614	7,2%
créations d'entreprises	sept*	3 985	3 917	-1,7%
cessations d'entreprises (p)	sept*	2 210	2 273	2,9%
liquidations judiciaires (nb)	dec*	121	144	19,0%
redressements judiciaires (nb)	dec*	82	123	50,0%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	févr	743	823	10,8%
ventes de ciment local (tonnes)	janv	10 581	8 130	-23,2%
importations de ciment (tonnes)	janv	24	1	-97,9%
total ciment (tonnes)	févr	18 714	10 420	-44,3%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	dec*	30 637	33 795	10,3%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	janv	499	1 093	118,8%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	janv	270	315	16,7%
Ménages				
emploi salarié (nb)	sept*	88 624	87 760	-1,0%
dont secteur privé	sept*	64 049	62 772	-2,0%
dont secteur public	sept*	24 575	24 989	1,7%
demandes d'emploi de fin de mois	janv	6 776	6 410	-5,4%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	janv	6 776	6 410	-5,4%
chômeurs indemnisés	janv	1 597	1 799	12,6%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	mars	887,6	899,3	1,3%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	févr	6 008	6 754	12,4%
décisions retraits cartes bancaires	dec*	2 969	3 269	10,1%
incidents paiements sur chèques	févr	6 238	7 449	19,4%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	janv	577	588	1,9%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	janv	1 100	1 116	1,4%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	dec*	33 121	35 609	7,5%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	dec*	17 653	17 464	-1,1%
Echanges				
nombre de touristes	janv	9 113	7 866	-13,7%
nombre de croisiéristes	sept*	172 270	193 116	12,1%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	nov*	60,8%	58,9%	-1,9 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	févr	9,13	7,98	-12,6%
cours du nickel au LME en \$/lb	févr	9,28	8,04	-13,4%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	dec*	4 431	4 652	5,0%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	dec*	24 751	22 799	-7,9%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	dec*	61 159	62 575	2,3%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	dec*	108 114	88 049	-18,6%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	dec*	708	817	15,4%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	dec*	1 013	1 145	13,0%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	dec*	133 879	111 993	-16,3%
part de ces produits dans le total des exportations	dec*	93,9%	91,4%	-2,5 pt
total des importations (M FCFP)	dec*	316 708	301 352	-4,8%
total des exportations (M FCFP)	dec*	142 578	122 557	-14,0%
taux de couverture	dec*	45,02%	40,67%	-4,3 pts
recettes douanières (M FCFP)	janv	3 858	3 670	-4,9%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	janv	246 368	253 310	2,8%
M1	janv	261 438	269 516	3,1%
M2	janv	361 690	376 494	4,1%
Dépôts à termes	janv	171 216	219 547	28,2%
M3	janv	533 042	596 082	11,8%
P1	janv	3 976	3 831	-3,6%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil*	5,46%	5,36%	-0,10 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil*	4,58%	4,20%	-0,38 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil*	4,63 %	4,70 %	0,07 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	juil*	ns	ns	ns
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	dec*	907 589	955 835	5,3%
Ménages	dec*	390 944	403 923	3,3%
dont crédits à la consommation	dec*	71 926	73 806	2,6%
dont crédits à l'habitat	dec*	313 576	323 730	3,2%
Entreprises	dec*	426 094	456 762	7,2%
dont crédits d'exploitation	dec*	76 469	84 621	10,7%
dont crédits d'investissement	dec*	227 190	243 403	7,1%
dont crédits à la construction	dec*	109 372	113 487	3,8%
Collectivités locales	dec*	56 975	60 060	5,4%
dont d'investissement	dec*	51 644	58 135	12,6%
Autres agents de CCB non ventilés	dec*	15 438	16 069	4,1%
créances douteuses brutes	dec*	18 138	19 022	4,9%
taux de créances douteuses brutes	dec*	2,0%	2,0%	-0,1 pt
ensemble des actifs financiers	dec*	641 607	708 874	10,5%
Ménages	dec*	345 765	358 988	3,8%
Sociétés	dec*	208 888	247 280	18,4%
Autres agents	dec*	86 954	102 606	18,0%
dont assurances-vie	dec*	99 990	103 122	3,1%

(p) : provisoire (a) : actualisé

* 2011/2012

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE		
	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,75%	11/07/2012
taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	3,50%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	24/07/2012	0,75%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	4,55% à 5,00% (Taux SGFGAS à partir du 01/12/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	24/07/2012	1,50%	
taux de l'escompte de chèques	24/07/2012	1,50%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	28/02/2013	31/01/2013	Var. M-1
EONIA	0,0660%	0,0800%	- 0,014 pt
EURIBOR 1 mois	0,1180%	0,1210%	- 0,003 pt
EURIBOR 3 mois	0,2090%	0,2320%	- 0,023 pt
EURIBOR 6 mois	0,3340%	0,3780%	- 0,044 pt
EURIBOR 12 mois	0,5570%	0,6200%	- 0,063 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	28/02/2013	31/01/2013	Var. M-1
TEMPE	0,0683%	0,0709%	- 0,003 pt
EURIBOR 1 mois	0,1200%	0,1120%	+ 0,008 pt
EURIBOR 3 mois	0,2240%	0,2040%	+ 0,020 pt
EURIBOR 6 mois	0,3630%	0,3430%	+ 0,020 pt
EURIBOR 12 mois	0,5960%	0,5730%	+ 0,023 pt
TMO	2,4900%	2,3900%	+ 0,100 pt
TME	2,2900%	2,1900%	+ 0,100 pt
TRBOSP	2,5000%	2,3500%	+ 0,150 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales	8,25%	31/12/2011

taux d'intérêt légal

	taux	JORF
année 2013	0,04%	01/03/2013
année 2012	0,71%	08/02/2012

Définitions
 EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

évolution des taux d'intérêt en fin de mois

devise	USD			JPY			GBP		
	28/02/2013	31/01/2013	31/12/2012	28/02/2013	31/01/2013	31/12/2012	28/02/2013	31/01/2013	31/12/2012
taux JJ	0,150%	0,190%	0,100%	0,094%	0,086%	0,093%	0,460%	0,470%	0,470%
3 mois	0,420%	0,370%	0,415%	0,161%	0,167%	0,176%	0,600%	0,555%	0,570%
10 ans emprunts phares	1,890%	2,010%	1,740%	0,670%	0,760%	0,790%	1,970%	2,110%	1,840%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2013)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	12,19%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF			11,24%
Prêts immobiliers		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts à taux fixe	5,72%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,05%
Prêts à taux variable	5,37%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,01%
Prêts-relais	5,79%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,61%
Autres crédits aux particuliers		Découverts en compte (1)	13,32%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,30%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,36%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires	19,89%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	18,95%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	16,49%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	15,55%	Découverts en compte (1)	13,32%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Devise	1 USD/XPF	1 AUD/XPF	1 NZD/XPF	1 SGD/XPF	1 HKD/XPF	1 GBP/XPF	1 JPY/XPF
Dernier cours fin de mois	90,8917	93,1624	75,4786	73,4937	11,7187	138,2755	100,0000
100 JPY/XPF	98,5643				97,0443	51,0139	

